

Suède : Créer les conditions d'une croissance soutenue

Quels sont les grands enjeux ?

Comment le cadre de gouvernance contribue-t-il à un haut niveau de protection sociale ?

Comment faire face au défi du vieillissement et des finances publiques ?

Comment la réforme de la réglementation peut-elle aider à améliorer les performances économiques ?

Comment intégrer la dimension locale et la dimension européenne ?

Comment évaluer efficacement l'impact de la réglementation ?

Comment faire avancer les réformes ?

Pour plus d'informations

Références

Où nous contacter ?

Introduction

La réforme de la réglementation concourt à une croissance économique soutenue, complétant des politiques macroéconomiques judicieuses. La Suède a, certes, notablement progressé dans la voie de la réforme de la réglementation depuis le début des années 90, et cela lui a permis d'enregistrer d'importants gains de productivité. Cependant, pour faire face au défi du vieillissement de la population et maintenir son niveau élevé de protection sociale, la Suède devrait instiller davantage de concurrence dans le secteur public, réduire les lourdeurs administratives et libéraliser le marché du travail.

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la Suède est supérieur à la moyenne pour la zone euro et les dépenses de recherche-développement, en pourcentage du PIB, sont plus élevées en Suède que dans tout autre pays de l'OCDE. Mais, pour exploiter ces réussites, il faut poursuivre les réformes. En dépit de la vigueur de la croissance économique, peu d'emplois nouveaux ont été créés.

Il y a lieu d'améliorer la concurrence dans des secteurs clés tels que la construction et le commerce alimentaire de détail. L'Autorité de la concurrence devrait jouir de plus d'indépendance et de plus larges compétences, et le cadre réglementaire, dans les secteurs de l'électricité et des télécommunications, devrait être modernisé. Les règles des marchés publics devraient être simplifiées. Le secteur public fait concurrence au secteur privé dans de multiples domaines, par exemple en exploitant des boulangeries, des salles de gymnastique et des jardineries, ce qui fausse les conditions de la concurrence et nuit à la création de petites entreprises. Des mesures fermes pour lutter contre les comportements anticoncurrentiels des entités publiques n'ont pas encore été prises. La coordination entre les différents niveaux d'administration, national et local, demande à être renforcée. L'administration devrait aussi se doter d'un pôle central en matière de réforme de la réglementation, doté de plus larges compétences. La complexité de la structure par agences, avec son impact sur l'efficacité de l'administration au niveau local, demande aussi à être revue.

La Suède a joué un rôle de pionnier pour ce qui est de viser et d'atteindre des objectifs environnementaux, mais elle doit continuer à renforcer la transparence et poursuivre les consultations dans le contexte européen. Elle doit aussi réduire davantage les lourdeurs administratives en matière d'autorisations et de permis.

Cette *Synthèse* examine les efforts de réforme de la réglementation entrepris par la Suède ces dernières années, et réfléchit sur les autres mesures que la Suède devrait prendre. ■

Quels sont les grands enjeux ?

La solide performance de l'économie suédoise et les impressionnants gains de productivité enregistrés depuis le milieu des années 90 ne seront peut-être pas tenables à long terme, compte tenu des pressions liées au vieillissement de la société. Pour tirer pleinement parti de la mondialisation et réduire le risque de fuite des emplois, une réaction globale s'impose du côté des politiques publiques. Des réformes sont nécessaires pour concourir à la réalisation des ambitieux objectifs des politiques publiques en Suède, notamment pour préserver le haut niveau de protection sociale et maintenir la cohésion sociale. Trois problématiques doivent retenir l'attention : stimuler la création d'emplois, améliorer la flexibilité du marché du travail et abaisser le niveau, relativement élevé, de l'inactivité ; améliorer la gestion et la performance des services assurés par le secteur public ; et instaurer une économie plus résiliente, articulée autour d'un secteur des services plus développé et davantage fondée sur l'entrepreneuriat. Les administrations locales seront appelées à jouer un rôle déterminant face à certains de ces enjeux.

Le haut niveau d'exigence en matière de protection de l'environnement, en Suède, constitue de plus en plus un défi : il faut trouver comment intégrer ces efforts dans le contexte de l'UE, et trouver la meilleure façon de concilier la rigueur des normes environnementales et de la réglementation et les coûts pour les entreprises. Bien que la Suède apparaisse généralement compétente et novatrice dans ce domaine, il faut considérer qu'une réglementation efficace, dans ce secteur complexe, est « un chantier » toujours inachevé.

Il faut que la Suède renforce ses capacités à mener à bien les réformes nécessaires. Le cadre réglementaire existant demande à être amélioré sur certains points. Trois problèmes ressortent. Premièrement, la Suède a besoin d'un processus ou d'une structure apte à promouvoir une vision stratégique des réformes. Deuxièmement, il y a lieu de réfléchir à ce qu'implique une structure par agences, complexe et bureaucratique, en particulier de s'interroger sur ses conséquences concernant l'efficacité de l'administration au niveau local. Troisièmement – et ce n'est pas le moindre des problèmes – il n'y a pas, actuellement, de cadre ou de structure qui amène systématiquement les différents niveaux d'administration, central et local, à œuvrer ensemble pour gérer les problèmes et bâtir un projet commun.

L'économie suédoise s'est remarquablement redressée depuis la crise majeure du début des années 90. La réforme de la réglementation a notablement contribué à ce redressement. La Suède s'est attaquée avec beaucoup de vigueur à la déréglementation des marchés de produits, et le droit de la concurrence a été renforcé. L'adhésion à l'UE, en 1995, a aussi été un élément important. L'activité reste soutenue depuis lors, et les gains de productivité sont appréciables. On estime que, depuis 1988, la déréglementation a contribué directement pour 0,45 % à la croissance annuelle de la productivité, et sa contribution apparaît plus importante encore si l'on tient compte des effets indirects. L'ouverture des marchés est un autre aspect à signaler. La Suède a fait et continue de faire de gros efforts pour réduire les lourdeurs de la réglementation dans le domaine des échanges internationaux.

Les réformes des politiques publiques ont aussi contribué à la mutation structurelle de l'économie, avec notamment l'émergence de secteurs en forte croissance comme les télécommunications. L'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre a aussi été un facteur positif. Le secteur des TIC est devenu le secteur phare de l'économie en Suède, mais d'autres secteurs comme la construction automobile et l'industrie pharmaceutique sont également

florissants. La Suède a tiré avantage de l'ouverture de ses marchés, participant largement aux échanges internationaux et profitant de la réussite de ses industries exportatrices. Grâce à la faiblesse des obstacles aux échanges, les échanges de la Suède avec l'étranger ont progressé sensiblement plus vite que l'économie nationale. Enfin, une politique monétaire hautement crédible a contribué à soutenir l'économie.

S'il y a beaucoup d'éléments positifs sur lesquels le pays peut s'appuyer, tous les facteurs, dans l'économie suédoise, ne sont pas aussi favorables. Le manque de flexibilité du marché du travail est un point à signaler. La performance globale de l'économie suédoise reste inférieure à ce qu'elle est dans un certain nombre d'autres pays de l'OCDE, en particulier hors d'Europe. Bien que la Suède dispose désormais d'une agence, relativement puissante, chargée de la concurrence, qui exerce une forte présence publique, il serait néanmoins souhaitable de renforcer encore ses pouvoirs en lui assurant une plus grande indépendance. La concurrence, dans certains secteurs importants de l'économie, notamment dans la construction et le commerce alimentaire de détail, reste en deçà de ce que l'on observe généralement. En ce qui concerne les infrastructures, la situation est diverse : certains secteurs comme l'électricité appellent un regain d'attention tandis que pour d'autres, comme l'aviation et le transport ferroviaire, on peut considérer qu'il s'agit encore, dans une large mesure, de « chantiers » en cours. Les marchés publics appellent des réformes, même s'ils sont en grande partie régis par les directives européennes, et que les possibilités de réforme dans un seul État sont limitées. Enfin – et ce n'est pas un aspect mineur – la législation du marché du travail est relativement contraignante en Suède, plus qu'elle ne l'est, en moyenne, dans la zone de l'OCDE et dans les autres pays nordiques. Les efforts déployés pour promouvoir la concurrence dans le secteur public restent insuffisants. Le manque de culture entrepreneuriale constitue aussi un obstacle majeur. ■

Comment le cadre de gouvernance contribue-t-il à un haut niveau de protection sociale ?

Les bonnes performances de l'économie suédoise ont permis au pays d'atteindre et de préserver un haut niveau de protection sociale, et de réaliser des objectifs sociaux. Cela se manifeste par la sécurité économique, avec notamment le plein emploi et l'égalité grâce à la réduction des écarts de revenu et aux efforts de lutte contre la pauvreté, ainsi que par une uniformité des conditions de vie dans tout le pays.

Le cadre de gouvernance suédois repose sur le rôle étendu de l'État qui remplit une fonction tutélaire vis-à-vis de la société et sur un secteur public très développé financé par l'impôt. Ainsi les citoyens sont prêts à accepter de payer des impôts pour bénéficier de services sociaux de qualité. Les biens appartenant à l'État et la production publique sont importants. La Suède se distingue aussi par une culture politique et collective particulièrement présente sur les questions de transparence et d'intégrité, de sorte que la recherche du consensus est la pierre angulaire du processus décisionnel. Une autre caractéristique importante de la structure de gouvernance en Suède réside dans la distinction claire entre les choix d'orientation stratégiques et la mise en œuvre des politiques. Ce phénomène se manifeste par une structure institutionnelle et d'élaboration des règles qui confère de larges responsabilités à un grand nombre d'instances d'exécution, avec un rôle important pour les administrations locales.

Sur le plan de la gouvernance, certaines de ces spécificités constituent un défi pour la poursuite des réformes : la tradition de recherche du consensus pèse sur les délais de prise de décision, par exemple. Il faut tenir compte de l'importance

des pouvoirs locaux pour amener les différents niveaux d'administration à avoir une vision commune des objectifs à poursuivre. ■

Comment faire face au défi du vieillissement et des finances publiques ?

Comment entretenir la vigueur actuelle des performances économiques de façon à ce que les ambitieux objectifs sociaux et le système de protection sociale puissent être maintenus ? C'est là un véritable défi, d'autant que les exigences vis-à-vis du niveau de service sont de plus en plus grandes, surtout en matière de services publics. Bien que des mesures importantes aient été prises pour contrer l'impact du vieillissement démographique, les statistiques de la Suède montrent qu'au cours des 35 prochaines années la proportion de la population âgée de plus de 65 ans augmentera de près de 40 %, et le ratio des plus de 65 ans à la population d'âge actif atteindra un maximum, aux alentours également de 40 %. L'effet direct de ces changements sur l'offre de travail devrait être un ralentissement du taux de croissance du PIB par habitant.

Malgré un taux d'emploi généralement élevé, le marché du travail suédois se trouve confronté à certains défis. Les contraintes sur le marché du travail sont importantes. On signalera, plus précisément, une offre de travail totale moyenne par rapport à ce qu'on observe dans d'autres pays ; une assez forte incidence des congés maladie et de l'invalidité ; des créations d'emploi limitées au regard de la croissance économique ; des marges d'amélioration du taux d'emploi ; et une flexibilité du marché du travail médiocre.

Bien que la situation des finances publiques soit relativement bonne par rapport à ce qu'on observe dans la plupart des autres pays de l'OCDE, le vieillissement démographique reste un défi majeur. Il convient de maintenir les efforts pour y faire face, qui comprennent la réforme des pensions de 1999 et l'objectif de surplus budgétaire. Il conviendrait d'envisager des mesures complémentaires pour le cas où les dépenses publiques se révéleraient plus lourdes que prévu. Pour maîtriser les dépenses publiques, on peut notamment améliorer l'efficacité de l'offre de services publics. ■

Comment la réforme de la réglementation peut-elle aider à améliorer les performances économiques ?

La réforme de la réglementation peut contribuer à améliorer l'efficacité du secteur public en introduisant un élément de concurrence dans l'offre de services publics. Le recours à la sous-traitance par les marchés publics représente l'une des façons d'introduire de la concurrence. La Suède a adopté la Directive CEE sur les marchés publics, mais il s'est avéré difficile d'en appliquer pleinement les dispositions, en particulier en ce qui concerne les procédures de recours. Les progrès dans ce domaine sont entravés par plusieurs facteurs : les règles résultant du cadre législatif et institutionnel instauré par les directives CEE qui peuvent se révéler lourdes pour certaines entreprises ; la réticence, de la part de certaines communes et structures publiques, à changer leur façon de faire et à faire appel à la concurrence.

Il y a lieu de rationaliser les activités du secteur public sur les marchés concurrentiels. Des organismes du secteur public ont de plus en plus tendance à se positionner dans des domaines où les entreprises privées sont déjà présentes, que ce soit au niveau national ou au niveau local. Cela fausse les conditions de la concurrence et cela nuit à la création de petites entreprises. Les politiques destinées à atténuer les disparités régionales semblent encourager les organismes publics et les communes à prendre de nouvelles initiatives. Plusieurs rapports dénoncent cette pratique, mais il n'a pas encore été pris de mesures fermes, consistant par exemple à corriger les lacunes de la loi sur la concurrence, pour éviter ces comportements anticoncurrentiels de la part d'organismes publics.

La réforme de la réglementation peut aussi contribuer à renforcer le dynamisme et la résilience de l'économie, et aider à améliorer les perspectives de création d'emplois. L'activité entrepreneuriale reste relativement atone, ce qui limite le potentiel de création d'emplois. Les PME ont un rôle important à jouer, en tant que moteur du développement des affaires et source d'emplois nouveaux. Mais un cadre efficace pour le développement de l'entrepreneuriat fait défaut. Parmi les éléments généraux qui freinent le progrès, on peut citer le manque de concurrence dans le secteur public, l'offre limitée de capital-risque et la législation pour la protection de l'emploi. Bien que la Suède se situe en très bonne place, parmi les pays de l'OCDE, du point de vue des efforts déployés pour réduire les lourdeurs administratives, celles-ci ne semblent pas totalement éliminées, et une approche plus systématique s'impose. Le manque d'informations concernant l'étendue et la nature des lourdeurs administratives empêche les progrès, et rend difficile d'élever le profil politique de cette problématique. Par ailleurs, on a négligé le rôle des administrations locales dans la réduction des lourdeurs administratives. La mise en place, en 2006, d'une nouvelle instance chargée spécifiquement de cette tâche pourrait, à l'avenir, être un élément favorable.

Le cadre réglementaire, dans certains secteurs importants, demande à être amélioré et actualisé. Des secteurs comme le commerce alimentaire de détail et le logement devraient opérer dans un cadre réglementaire qui favorise la concurrence et, s'agissant du logement, qui favorise la mobilité. Le secteur des infrastructures est souvent soumis à des évolutions rapides, et le cadre réglementaire devrait être revu régulièrement à la lumière de ces évolutions, particulièrement dans les télécommunications et l'électricité. ■

Comment intégrer la dimension locale et la dimension européenne ?

En Suède, les comtés et les communes remplissent des missions déléguées importantes dans différents domaines des services publics et jouent un rôle central en matière de planification et d'autorisations. Ce sont des acteurs clés pour améliorer l'efficacité du secteur public et stimuler l'entrepreneuriat. À cet égard, les domaines qui doivent retenir l'attention sont les marchés publics ; l'offre de services par des organismes publics locaux sur des marchés souvent concurrentiels ou sur des marchés qui devraient être ouverts à la concurrence ; et le soutien à l'entrepreneuriat, grâce notamment à une révision des procédures d'autorisation et de planification qui sont souvent lentes et où plus de concurrence serait souhaitable.

Veiller à ce que ces niveaux d'administration concourent à la réalisation des objectifs sociaux et économiques est une question à laquelle il faut s'atteler d'urgence. Le principe de l'autonomie locale qui veut que l'on adapte les mesures aux conditions locales est à concilier avec l'uniformité souhaitée des conditions de vie dans tout le pays. Parvenir à une vision commune des objectifs à tous les niveaux d'administration reste un défi et cela nécessite une gestion efficace des arbitrages à opérer.

L'adhésion à l'UE a aussi eu un impact fort sur le cadre réglementaire, dynamisant la concurrence sur certains marchés. Elle a ouvert l'accès au marché unique européen aux sociétés suédoises, et a donné à la Suède la possibilité d'influer sur les évolutions en cours dans toute l'Union européenne. Certaines dispositions de l'UE, comme la Directive sur la transparence, par exemple, qui vise les subventions publiques, ont aussi représenté un élément positif par rapport aux mesures et réglementations nationales. Cependant, l'adhésion à l'UE a aussi eu des conséquences pour certaines traditions suédoises importantes comme la recherche du consensus et l'obligation de rendre des comptes. Le temps de la

consultation est limité, par exemple. La gestion des procédures réglementaires de l'UE doit être adéquatement dotée en ressources dans le cadre d'une stratégie d'ensemble qui identifie les problématiques majeures. Les administrations locales sont souvent une partie prenante très importante mais il y a lieu de les associer encore davantage à ces procédures. Il convient d'éviter, tout particulièrement, que la transposition du droit communautaire n'ajoute aux charges administratives déjà existantes, car on estime que 44 % de ces charges résultent de dispositions communautaires. Enfin, développer et appliquer une démarche spécifique dans des domaines particulièrement importants peut se révéler très efficace, ainsi que la Suède l'a montré, par exemple dans le domaine des pluies acides. ■

Comment évaluer efficacement l'impact de la réglementation ?

Les analyses d'impact de la réglementation (AIR) demandent à être améliorées. Le processus présente des faiblesses et la responsabilité de sa gestion est fragmentée. Cela peut se traduire par un manque d'engagement à l'égard du processus. Le recours à un référentiel (pratiques réglementaires, concurrence entre entreprises ou référentiel au niveau international) est un autre instrument qui peut être intéressant, et les possibilités d'appliquer ce type d'instrument devraient être exploitées, surtout au niveau local.

Les outils réglementaires pourraient aussi aider à atteindre, de façon efficiente, les objectifs environnementaux. La Suède applique déjà avec efficacité des instruments novateurs, comme le remboursement des taxes sur les émissions pour réduire les émissions d'oxydes d'azote (NO_x), et ces efforts doivent être poursuivis. Le Code environnemental et les Objectifs de qualité environnementale dont la Suède s'est dotée ont instauré un cadre réglementaire novateur qui encourage la collaboration entre tous les secteurs de l'action gouvernementale et tous les niveaux d'administration. Cependant, la volonté d'atteindre un haut niveau de protection de l'environnement pose des défis. Cela pose notamment la question de savoir comment intégrer ces préoccupations dans le contexte de l'UE et comment concilier un haut niveau d'exigences et de contraintes réglementaires et les coûts qui en résultent pour les entreprises, que l'on songe à la compétitivité des grandes entreprises sur les marchés internationaux ou aux charges supportées par les PME au plan intérieur. Le coût des réglementations environnementales est important, en particulier, pour les PME, qui profiteraient de l'application d'un processus efficace d'AIR en matière de politiques environnementales. La réalisation des objectifs environnementaux touche généralement à une multiplicité d'autres aspects, ce qui donne une grande importance à la coordination des politiques publiques, et gérer les arbitrages est une tâche délicate. Quoique la Suède apparaisse tout à fait novatrice par rapport à d'autres pays, une réglementation efficace, dans ce secteur complexe, reste néanmoins un défi. ■

Comment faire avancer les réformes ?

Malgré une réelle prise de conscience de la nécessité d'agir en Suède, ainsi qu'en témoignent de récents rapports, le consensus semble difficile à trouver sur la problématique des réformes. Tel est le cas, par exemple, pour des questions de plus en plus sensibles comme les marchés publics et l'offre de services de santé. L'absence de crise fait aussi qu'il n'y a pas d'incitation forte à agir. Un processus ou une structure venant s'ajouter aux processus ou aux structures traditionnels est peut-être nécessaire pour stimuler les réformes. Cela pourrait sans doute aider à avoir une vision stratégique des réformes et à trouver un consensus sur les questions les plus importantes. De plus, il ne faut pas négliger la communication sur cette vision stratégique des réformes. Étant donné les traditions, fortement

enracinées de transparence et de recherche du consensus, les réformes qui font l'objet d'un débat public, en Suède, ont davantage de chances de recueillir l'assentiment.

Les éléments ci-après pourraient également contribuer aux réformes. Premièrement, il conviendrait de traiter le problème du cloisonnement dans l'élaboration des règles, avec ses conséquences sur la transparence, la responsabilité et l'efficacité. La Suède a une forte tradition d'autonomie des différents secteurs de l'administration. Les mécanismes de coordination sont importants, mais il y a aussi un besoin de rationalisation. C'est aux agences qu'incombe, pour la majeure partie, la responsabilité du système de réglementation en Suède, et un effort de rationalisation de l'action des agences, déjà nombreuses et dont le nombre continue d'augmenter, réduirait la complexité, en particulier si l'on s'attachait à coordonner l'impact de leur action au niveau local.

Deuxièmement, il serait souhaitable d'instituer un pôle doté de compétences plus larges, au sein de l'administration, pour la politique réglementaire. Certes, on a pu observer un flux régulier d'améliorations techniques en la matière, avec une attention particulière portée aux besoins des PME, mais la cohérence d'ensemble fait défaut. La politique réglementaire reste fragmentée entre plusieurs institutions, notamment plusieurs agences, ce qui rend difficile la gestion des réformes de grande ampleur qui impliquent un grand nombre d'acteurs potentiellement puissants.

Troisièmement, il faudrait améliorer la coordination entre les différents niveaux d'administration, nationaux et locaux. Il n'y a pas, pour le moment, de cadre qui amène systématiquement les différents niveaux d'administration à œuvrer ensemble pour gérer les problèmes et construire une perspective commune. Il y a peut-être une tendance à un excès de réglementation vis-à-vis des administrations locales, et il faut aller plus loin dans la voie de la définition d'objectifs communs.

Quatrièmement, il y aurait lieu de développer la contribution que l'Autorité de la concurrence peut apporter à des réformes allant dans le sens d'un renforcement de la concurrence. L'expérience du cadre actuel montre la nécessité d'améliorations. L'Autorité de la concurrence a besoin de qualifications et de compétences accrues, de plus d'indépendance et d'une plus grande force exécutoire. Cela vaut aussi pour les instances de réglementation indépendantes, qui n'ont pas suffisamment de pouvoir et d'indépendance. Bien que le modèle de l'agence adopté pour les instances de réglementation suédoises assure une certaine indépendance par rapport aux ministères, ce modèle présente des déficiences sur certains points au regard des meilleures pratiques internationales. L'absence de sanctions, une relation peu claire avec l'Autorité de la concurrence, et un certain manque de transparence et d'indépendance, font que les instances de réglementation n'ont pas toutes l'autorité qu'elles devraient avoir face aux anciens monopoles.

Enfin, il serait souhaitable d'exploiter le rôle joué par le Parlement et la Cour des comptes pour promouvoir les réformes. Ces deux institutions ont joué un rôle important, ces derniers temps, en attirant l'attention sur la problématique des réformes, en ce qui concerne, par exemple, la concurrence entre le secteur public et le secteur privé. ■



Pour plus d'informations

Pour plus d'informations, s'adresser à Stéphane Jacobzone,
courriel : stephane.jacobzone@oecd.org, tél. : +33 1 45 24 85 56,
ou à Josef Konvitz, courriel : josef.konvitz@oecd.org, tél. : +33 1 45 24 97 47.

Références

OCDE (2007), **Suède : Créer les conditions d'une croissance soutenue – Examens de l'OCDE de la réforme de la réglementation**, ISBN 978-92-64-00937-0, € 45, 159 pages.

OCDE (2005), **Principes directeurs de l'OCDE pour la qualité et la performance de la réglementation**. Accessibles à l'adresse : www.oecd.org/regreform.

OCDE (2006), **Éliminer la paperasserie : des stratégies nationales pour simplifier les formalités administratives**, ISBN 978-92-64-02980-4, € 30, 105 pages.

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :
www.oecd.org/librairie

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : www.SourceOCDE.org

Où nous contacter ?

SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal
75775 PARIS Cedex 16
Tél. : (33) 01 45 24 81 67
Fax : (33) 01 45 24 19 50
E-mail : sales@oecd.org
Internet : www.oecd.org

ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin
Schumannstrasse 10
D-10117 BERLIN
Tél. : (49-30) 288 8353
Fax : (49-30) 288 83545
E-mail :
berlin.contact@oecd.org
Internet : www.oecd.org/deutschland

ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE
de Washington
2001 L Street N.W., Suite 650
WASHINGTON DC 20036-4922
Tél. : (1-202) 785 6323
Fax : (1-202) 785 0350
E-mail : washington.contact@oecd.org
Internet : www.oecdwash.org
Toll free : (1-800) 456 6323

JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo
Nippon Press Center Bldg
2-2-1 Uchisaiwaicho,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-0011
Tél. : (81-3) 5532 0021
Fax : (81-3) 5532 0035
E-mail : center@oecdtokyo.org
Internet : www.oecdtokyo.org

MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique
Av. Presidente Mazaryk 526
Colonia: Polanco
C.P. 11560 MEXICO, D.F.
Tél. : (00 52 55) 9138 6233
Fax : (00 52 55) 5280 0480
E-mail :
mexico.contact@oecd.org
Internet :
www.oecd.org/centrodemexico

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.